COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 20 FÉVRIER 2017

L'an DEUX MILLE DIX SEPT LE 20 février à 21 heures,
Le Conseil Municipal, sur convocation en date du 13 février 2017, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de **François PELLETANT, Maire**.

ETAIENT PRESENTS :

Mesdames ONILLON, THIOT, Messieurs DESGATS, MACEL, MATIAS, WAILL, Adjoints.
Mesdames BAUSMAYER, CARTALADE, KOELSCH, LECLERC, MORAND, OZEEL, PIRES, RAVEL, ROGER, SENIA, SUFFISSEAU ; Messieurs BARSANTI, FLORAND, HERTZ, LARDIERE, MICHAUD, PECASTAING, SOTCHE, Conseillers.

ABSENTS :

Madame BRUNEL donne pouvoir à Monsieur WAILL,
Madame CUNIoT-PONSARD donne pouvoir à Madame KOELSCH,
Madame PICHOT donne pouvoir à Madame RAVEL,
Monsieur JULIÉ

Monsieur le Maire, après avoir procédé à l'appel des adjoints et des conseillers municipaux et constaté que le quorum était atteint, ouvre la séance à 21 H 00. L'assemblée peut valablement délibérer.

Madame CARTALADE est désignée secrétaire de séance.

RAPPEL DE L'ORDRE DU JOUR DE LA SEANCE

- Les décisions municipales n° 4 et 5/2017
- Le procès verbal du Conseil municipal du 13 septembre 2016

FINANCES

1. DOB 2017 pour le budget de la Ville
2. Ouverture anticipée des crédits d'investissement sur le budget 2017
3. Demandes de subventions pour manifestations culturelles à la CPS
4. Subvention réserve parlementaire
5. Subvention pour acquisition de gilets pare-balles
6. Adhésion AFCCRE
7. Adhésion villes et villages fleuris

TRAVAUX-URBANISME

8. Approbation du PLU
9. Participation à la procédure du Collectif contre les nuisances aériennes

AFFAIRES GENERALES

10. Motion contre la fermeture des hôpitaux de proximité

CULTURE ET SPORTS

11. Convention d'occupation Linas Circuit Routier

QUESTIONS DIVERSES

Monsieur le Maire soumet le procès verbal du conseil municipal du 13 septembre 2016 à l'approbation : le procès verbal est **APPROUVÉ à L'UNANIMITÉ**.

Monsieur le Maire rend ensuite compte des décisions municipales :

N° 4/2017 Contrat de télésurveillance pour les sites de la Ville avec la société L2F Sécurité, sise ZA de l'Autodrome, 7 rue des Hauts-Chupins – 91310 LINAS, pour une durée d'un an renouvelable trois fois et pour un montant de 3 893,78 € HT par an.

N° 5/2017 Contrat de télésurveillance pour les sites de la Ville avec la société Fiducial e-Sécurité, sise 41 rue du Capitaine Guynemer – 92925 LA DEFENSE CEDEX, pour une durée d'un an renouvelable trois fois et pour un montant de 3 600 € HT par an.

1 – RAPPORT ET DEBAT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2017 POUR LE BUDGET DE LA VILLE Délibération n° 10/2017

Sur rapport de Monsieur MACEL :

En vertu de l'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, dans les communes de plus de 3 500 habitants, un débat doit avoir lieu au Conseil Municipal au vu d'un rapport sur les orientations générales du budget, dans les deux mois précédant l'examen de celui-ci et dans les conditions fixées par le règlement intérieur.

Cette procédure, qui constitue une formalité substantielle et qui vise à l'information et à la réflexion plus en amont des membres de notre assemblée sur les grandes orientations budgétaires, ne saurait toutefois engager juridiquement le Maire par une prise de position de l'assemblée lors de ce débat.

Le budget est proposé par le Maire et voté par le Conseil Municipal.

Le débat d'orientation budgétaire est l'occasion de transmettre et de présenter une information aussi complète que possible sur le contexte financier et économique dans lequel la préparation du budget est entreprise. Les documents présentés permettent de connaître et d'analyser la situation et les projets de la Commune.

VU le rapport sur les orientations budgétaires de la Commune,

VU les travaux du Comité Finances du 2 février 2017,

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, A LA MAJORITÉ MOINS 7 ABSTENTIONS (listes Linas Avant Tout et Oxygène)

APPROUVE le rapport sur les orientations budgétaires pour 2017 concernant le budget de la Ville ;

PREND ACTE du débat organisé suite à la présentation de ce rapport.

2 - OUVERTURE ANTICIPEE DES CREDITS D'INVESTISSEMENT SUR LE BUDGET 2017 Délibération n° 11/2017

Sur rapport de Monsieur MACEL :

Jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif de la Collectivité Territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Cette possibilité permet d'éviter toute rupture d'activité durant le premier trimestre de l'année, sachant par ailleurs que les crédits ainsi ouverts seront intégrés dans le Budget Primitif 2017 de la Ville.

VU les travaux du Comité Finances du 2 février 2017,

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉBATTU,
A L'UNANIMITÉ,**

AUTORISE par anticipation, avant l'adoption du Budget primitif 2017, l'engagement, la liquidation et le mandatement des crédits d'investissement suivants selon liste ci-dessous :

chapitre	Libellé	Ouverture anticipée des crédits au BP 2017
21	Tables, chaises, abri - festivités	7 895
21	Tablettes pour pointage présences - ALSH	490
21	Raccordement caissons de la VMC - HDV	4 542
21	Installation ballon production d'eau chaude-restaurant	6 197
21	Installation poêle accueil : tour conduit de cheminée et protection enfant	2 193
21	Travaux dôme entrée principale - restaurant	4 100

FIXE le montant d'ouverture anticipée des crédits d'investissement pour 2017 à 25 417 € ;

DIT que ces crédits seront inscrits au budget primitif 2017.

3 - DEMANDES DE SUBVENTIONS A PARIS-SACLAY POUR L'ORGANISATION DE MANIFESTATIONS CULTURELLES Délibération n° 12/2017

Sur rapport de Monsieur MATIAS :

La Ville de Linas organise la Fête de la Peinture Intercommunale d'avril à novembre 2017, les Parades Linas Autodrome chaque dernier dimanche du mois durant l'année 2017, et le Son et Lumière le 13 juillet 2017. La Ville de Linas souhaite établir trois dossiers de demande de subvention auprès de la communauté d'agglomération Paris-Saclay dans le cadre de l'aide aux manifestations culturelles.

- Fête de la Peinture 2017 : Demande d'une subvention de 40% du montant net du budget estimé à 8308,17 €
- Parade Linas autodrome : Demande d'une subvention de 40% du montant net du budget estimé à 8451 €
- Son et Lumière (50^{ème} édition): Demande d'une subvention de 40% du montant net du budget estimé à 21900 €.

VU les travaux du Comité Culture Sport et Jeunesse du 17 janvier 2017,

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉBATTU,
A L'UNANIMITÉ,**

APPROUVE les trois dossiers de demande de subvention : Fête de la Peinture Intercommunale, Parades Linas Autodrome et Son et Lumière (50^{ème} édition), transmis à la communauté d'agglomération Paris-Saclay ;

AUTORISE Monsieur le Maire à signer les conventions et tous les documents afférents à ces trois demandes de subvention ;

PRECISE que les dépenses et recettes relatives à ces opérations seront inscrites au budget des exercices de réalisation.

4 – RESERVE PARLEMENTAIRE Délibération n° 13/2017

Sur rapport de Monsieur MATIAS :

Monsieur le Sénateur Vincent DELAHAYE dispose d'une réserve « parlementaire » de 150 000 € qu'il se propose d'affecter au financement de projets communaux divers, sachant que la moyenne attribuée a été de l'ordre de 3000 € par dossier en 2016.

Le dossier présenté doit porter sur une dépense d'investissement, inscrite au BP, visant un projet d'intérêt général évident. La subvention sollicitée ne doit pas excéder 50 % du coût total hors taxe du projet.

Des travaux dans la cuisine du restaurant municipal (isolation entre la préparation chaude et la préparation froide, extension de celle-ci, et amélioration de la climatisation) sont nécessaires pour un montant de 15 003 € HT.

VU les travaux du Comité Finances du 2 février 2017,

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉBATTU,
A L'UNANIMITÉ,**

SOLLICITE pour ces travaux une subvention au titre de la réserve parlementaire de Monsieur Vincent DELAHAYE, d'un montant de 7 501 € ;

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents afférents à ce projet ;

DIT que les dépenses et recettes seront inscrites au budget de l'exercice 2017.

5 - SUBVENTION POUR L'ACQUISITION DE GILETS PARE BALLEES **Délibération n° 14/2017**

Sur rapport de Monsieur DESGATS :

Le gouvernement a décidé, dans le cadre du fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD), de subventionner l'acquisition des gilets pare-balles.

L'Etat subventionne l'acquisition des gilets au taux de 50 % (plafonnée à 250 € par gilet).

Afin d'équiper la police municipale et les ASVP, la Ville va acquérir, en 2017, 3 nouveaux gilets pare-balles pour un montant de 834,26 € HT.

VU les travaux du Comité Finances du 2 février 2017,

LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉBATTU,
A L'UNANIMITÉ,

AUTORISE Monsieur le Maire à déposer une demande de subvention dans le cadre du FIPD, pour un montant de 417 € ;

PRECISE que les dépenses et recettes relatives à cette opération seront inscrites au budget des exercices de réalisation.

6 - RENOUELEMENT DE L'ADHESION A L'AFCCRE **Délibération reportée**

7 - ADHESION VILLES ET VILLAGES FLEURIS **Délibérations n° 15/2017**

Sur rapport de Monsieur MATIAS:

Villes et Villages Fleuris est une association loi 1901 chargée d'organiser et de promouvoir le label des Villes et Villages Fleuris. Son Conseil d'Administration est composé de représentants du secteur public et de représentants des secteurs professionnels du tourisme, de l'horticulture et du paysage.

Son budget est assuré par les adhérents de l'association, l'interprofession horticole VAL'HOR, le ministère en charges du Tourisme et certains partenaires. Le label Villes et Villages fleuris de une à quatre fleurs récompense les actions menées par les collectivités locales en faveur d'un patrimoine végétal et naturel propice à l'amélioration de la qualité de vie.

La Ville de Linas, bénéficiaire du label « 2 fleurs », souhaite renouveler son adhésion à cette association. Pour 2017, le montant de l'adhésion est de 400 €.

VU les travaux du Comité Finances du 2 février 2017,

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉBATTU,
A LA MAJORITÉ, moins 4 abstentions (liste LINAS AVANT TOUT),**

- APPROUVE** l'adhésion de la commune à l'association Villes et Villages Fleuris ;
- DIT** que cette adhésion sera renouvelée chaque année par tacite reconduction ;
- DIT** que les dépenses seront inscrites au Budget primitif 2017 et aux budgets des années ultérieures.

**8 - APPROBATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)
Délibérations n° 16/2017**

Sur rapport de Monsieur MATIAS:

La délibération du 28 septembre 2010 a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et a fixé les modalités de concertation.

En raison de l'avis défavorable des services de l'Etat, la délibération du 23 mars 2015 arrêtant un premier projet de PLU a dû être annulée, et la Commune a donc repris les études et la concertation pour finaliser le document d'urbanisme.

En 2016 ont eu lieu : un nouveau débat en Conseil Municipal sur les orientations générales du PADD, suivi d'un Bilan de la concertation publique, d'un nouvel « arrêt » du projet de PLU le 6 juillet, puis de la transmission aux Personnes Publiques associées (PPA) pour avis.

L'ensemble des avis a été joint au dossier d'enquête publique. A noter que l'Etat a émis un avis favorable au projet.

Suite à l'enquête publique qui s'est déroulée du vendredi 4 novembre au lundi 5 décembre 2016 inclus, le Commissaire-Enquêteur a émis un avis favorable assorti de 3 recommandations.

Les résultats de ladite enquête publique et les avis rendus par les PPA justifient les modifications mineures apportées au projet de PLU et celles-ci ne remettent pas en cause l'économie générale du projet.

VU les travaux du Comité Urbanisme du 16 février 2016,

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉBATTU,
A LA MAJORITÉ, moins 4 abstentions (liste LINAS AVANT TOUT),**

- APPROUVE** le PLU de la commune tel qu'il est annexé à la présente délibération, comprenant un rapport de présentation, le PADD, le règlement, le zonage et les annexes ;
- DIT** que le PLU approuvé sera tenu à la disposition du public ;
- DIT** que la présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois en mairie, d'une publication au recueil des actes administratifs, et qu'une mention sera insérée en caractères apparents dans un journal départemental ;

DIT que la présente délibération sera notifiée à Monsieur le Préfet de l'Essonne avec 3 exemplaires annexés du PLU ;

DIT que la présente délibération sera exécutoire à l'issue d'un délai d'un mois à compter de sa transmission au Préfet.

9 - NUISANCES AEROPORTUAIRES **Délibérations n° 17/2017**

Sur rapport de Monsieur le Maire:

Le projet de rénovation de l'aéroport d'Orly se présente comme la création d'une troisième aérogare, capable d'accueillir plus d'avions gros porteurs.

Les deux protections principales dont bénéficie Orly, à savoir le couvre feu de 23h30 à 6h00 et la limitation à 250 000 créneaux horaires attribuables par an, ne reposent que sur des arrêtés ministériels. Elles sont donc très fragiles, et menacées.

De plus, la France a très insuffisamment transposé dans le droit national la directive 2002/49/CE du 25 juin 2002 relative à la gestion et l'évaluation du bruit dans l'environnement, qui s'est traduite par l'institution des Plans de prévention du bruit dans l'environnement.

Par une demande adressée le 13 décembre 2016, le collectif Alertes Nuisances Aériennes, les associations Essonne Nature Environnement, France Nature environnement Ile-de-France, Union Française Contre les Nuisances des Aéronefs (« UFCNA ») DRAPO, OYE 349 et Ville & Aéroport ont saisi le Premier Ministre d'une demande d'abrogation du Plan de Prévention du Bruit dans l'environnement de l'aéroport d'Orly, dans la mesure où ses prescriptions sont très critiquables (insuffisance des mesures), et d'une demande de transposition dans le Code de l'Environnement de l'article 8 §1 de la Directive Européenne précitée.

De plus, cette demande sera complétée d'une plainte déposée auprès du Parlement européen et de la Commission européenne.

Le Collectif Alertes Nuisances Aériennes propose aux Collectivités territoriales de se joindre à son action, moyennant une participation aux frais de procédure de 250 € HT.

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, A L'UNANIMITÉ,

APPROUVE l'intégration de Linas à cette action collective, et le coût de sa participation aux frais de procédure, fixée à 250 € HT ;

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents afférents à ce projet ;

DIT que les dépenses seront inscrites au budget de l'exercice 2017.

10 - MOTION CONTRE LA FERMETURE DES HOPITAUX DE PROXIMITÉ

Délibérations n° 18/2017

Sur rapport de Monsieur le Maire:

La loi 2016 de modernisation de notre système de santé rend obligatoire, à tout établissement de la Fonction Publique Hospitalière, l'appartenance à un Groupement Hospitalier de Territoire (GHT).

A l'initiative de l'Agence Régionale de Santé, la fermeture définitive des sites hospitaliers de Juvisy-sur-Orge, Longjumeau et Orsay, est envisagée, à la faveur de la réalisation d'un nouvel établissement hospitalier unique sur le plateau de Saclay à l'horizon 2024. Cette volonté s'inscrit dans une logique financière de mutualisation des offres de soins au sein d' « hyper-hôpitaux ».

Cependant, la réalisation de ce projet provoquerait la suppression d'environ 500 lits (près d'un millier de lits aujourd'hui sur les trois hôpitaux pour moins de 500 demain à Saclay) et la suppression de 900 postes médicaux et administratifs sur le bassin.

Ainsi il paraît utile de mesurer, en amont, l'impact de ce Groupement Hospitalier de Territoire sur notre bassin de santé au vu de l'importance de la population de l'Essonne et du déficit préoccupant en offre de soins de proximité.

Il convient également de souligner la vocation spécifique des hôpitaux de Juvisy-sur-Orge, Longjumeau et Orsay, notamment leur rôle dans l'appréhension des risques inhérents à l'utilisation d'équipements structurants comme l'aéroport d'Orly, les grands axes routiers ainsi que les nombreuses gares RER du secteur.

Le Comité de Défense des Hôpitaux appelle les Communes de l'Essonne à prendre position sur ces fermetures et a lancé une pétition qui a déjà reçu plus de 12 500 signatures.

Les conseils municipaux des communes de Morsang-sur-Orge, Savigny-sur-Orge et Viry-Châtillon ont d'ores et déjà adopté à l'unanimité une motion contre la fermeture des hôpitaux de Juvisy-sur-Orge, Longjumeau et Orsay.

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, A LA MAJORITÉ, moins 4 abstentions (liste LINAS AVANT TOUT),

AFFIRME	l'importance de ces établissements de proximité ;
EXIGE	le maintien total des activités de soins dans les hôpitaux de Juvisy-sur-Orge, Longjumeau et Orsay ;
S'OPPOSE	à tout projet de fermeture d'établissement non compensé par la création de nouvelles structures de santé dans le même bassin de vie ;
SOUTIENT	la communauté hospitalière et les usagers qui refusent les fermetures de services hospitaliers et/ou la suppression de lits sur le département de l'Essonne.

**11 - CONVENTION D'OCCUPATION D'UN LOCAL APPARTENANT A LA VILLE DE
LINAS PAR L'ASSOCIATION LINAS CIRCUIT ROUTIER (LCR)
Délibérations n° 19/2017**

Sur rapport de Monsieur MATIAS:

L'association Linas Circuit Routier (LCR) a pour activité de rassembler les passionnés de « circuit 24 ». Cette association recherche un local pour son activité.

La Commune de Linas est propriétaire du bien sis 80 Division Leclerc commerce-appartement de 80m² sur 2 étages, sur la parcelle cadastrée AA 153.

Il est décidé d'établir une convention d'occupation précaire pour l'attribution de ce local. L'attribution de ce local emporte occupation du domaine privé de la Ville. A ce titre, l'association LCR s'engage :

- à réaliser les travaux de mise en conformité aux normes d'accessibilité du rez-de-chaussée,
- à faire visiter le local par les classes des écoles, les Nouvelles Activités Périscolaires de Linas et de la population (les dimanches et jours fériés) lorsque celui-ci respectera les normes d'accessibilité,
- à organiser une journée porte ouverte par an lorsque celui-ci respectera les normes d'accessibilité,
- à mettre en place des animations ludiques « circuit 24 » lors des manifestations organisées par la Ville (Fête de la Ville, Manifestations à l'autodrome, Vœux du Maire...). Ces prestations seront réalisées dans les lieux définis par la Mairie,
- à réaliser un « circuit 24 » représentant l'autodrome de Linas Montlhéry qui sera exposé au rez-de-chaussée du local côté rue de la Division Leclerc.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉBATTU,
A L'UNANIMITÉ,**

- APPROUVE** la convention entre la Ville de Linas et l'association Linas Circuit Routier (LCR) ;
- AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention et tous les documents afférents à ce dossier ;
- AUTORISE** l'association LCR à déposer une demande d'autorisation préalable de travaux au titre d'accessibilité et de la sécurité des ERP, et au titre de l'urbanisme si nécessaire.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 23h00.